

# **DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2014**

---

**Réunion du comité syndical du 18 décembre 2013  
Douarnenez**

---

**ANNEXE DELIBERATION N°26**

## Sommaire

PREAMBULE .....	2
1- UN « JEUNE » SYNDICAT MIXTE .....	3
1.1- Quelques caractéristiques .....	3
1.2- Son périmètre d'intervention .....	3
1.3- Son objet et ses missions .....	4
1.4- La structure porteuse du SAGE de la baie de Douarnenez.....	4
2- BREVE RETROSPECTIVE DE L'ANNEE 2013 POUR LE SAGE.....	5
2.1- Modification de la composition de la CLE fixée le 6 janvier 2012.....	5
2.2- Les réunions de la CLE en 2013.....	5
2.3- Etat d'avancement de l'élaboration du SAGE.....	6
3- RETROSPECTIVE DE L'ANNEE 2013 POUR L'EPAB .....	7
3.1- Eléments administratifs généraux.....	7
3.2- Les actions réalisées par l'EPAB sur 2013.....	9
3.3- Eléments budgétaires et financiers 2013 .....	15
4- PERSPECTIVES FINANCIERES ET ECONOMIQUES GENERALES POUR 2014 .....	28
4.1- La situation au niveau des partenaires financiers .....	28
4.2- La situation au niveau des structures membres de l'EPAB .....	29
5- ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'EPAB POUR 2014 .....	30
5.1- Le SAGE de la baie de Douarnenez .....	30
5.2- La charte de territoire .....	31
5.3- Les actions particulières liées à l'eau : volet phytosanitaires, volet milieux aquatiques cours d'eau et zones humides (hors charte).....	35
5.4- Prévisionnel des dépenses de la programmation 2014 .....	36

## PREAMBULE

Conformément au code général des collectivités territoriales, il est prévu la tenue d'un débat au sein du comité syndical sur les orientations générales du budget 2014 dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

Ce DOB vise à éclairer la préparation du budget primitif, qui sera soumis à l'examen et au vote du comité syndical en 2014.

Il est rappelé que le DOB ne revêt pas un caractère décisionnel et ne donne pas lieu à un vote. Il est néanmoins matérialisé par une délibération.





### 1.3- Son objet et ses missions

L'article 3 des statuts de l'EPAB décrit l'objet et les missions de l'EPAB :

« Le syndicat a pour objet :

- de faciliter la gestion équilibrée de la ressource en eau, la prévention des inondations, ainsi que la préservation et la gestion des zones humides, conformément à l'article L213-12 du code de l'environnement, incluant la problématique liée aux algues vertes et celle liée aux milieux aquatiques.
- de faciliter et coordonner la recherche de solutions de ramassage et de traitement des algues vertes.

A cet effet, le syndicat assure :

- la **maîtrise d'ouvrage de l'élaboration du SAGE de la baie de Douarnenez**, en lien étroit avec la commission locale de l'eau (CLE). A ce titre, le syndicat visera l'émergence d'une identité de bassin, tout en respectant et en coordonnant les spécificités propres à chaque territoire le composant, et en veillant à ce qu'un principe de solidarité amont-aval soit assuré.
- la **mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et la révision du SAGE**, quelque soit le maître d'ouvrage des actions inscrites dans le SAGE, en lien étroit avec la CLE. Il assiste notamment ses membres, selon les modalités définies par le comité syndical, dans la coordination et la mise en œuvre des préconisations du SAGE pour lesquelles ils ont été désignés maîtres d'ouvrage. Il les accompagnera notamment, s'ils le demandent, pour l'exercice de leurs compétences dans le domaine de l'eau.
- la **maîtrise d'ouvrage d'études, actions et travaux** décidés par le comité syndical, sur le territoire du SAGE, en complément et en cohérence avec les actions menées par les maîtres d'ouvrage locaux. Le syndicat assurera en particulier la **maîtrise d'ouvrage du contrat territorial de la baie de Douarnenez**. »

### 1.4- La structure porteuse du SAGE de la baie de Douarnenez

La commission locale de l'eau, CLE, est une commission administrative sans personnalité juridique propre. Son rôle consiste en :

- Organiser et gérer l'ensemble de la procédure d'élaboration, de consultation et de mise en œuvre du SAGE
- Etre le lieu de concertation, de débat, de mobilisation et de prise de décision du SAGE

La CLE définit des axes de travail qui permettront de fixer les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau dans le SAGE. La commission organise ainsi la mise en œuvre du SAGE avec une volonté majeure : réussir la concertation interne et externe, anticiper et arbitrer les conflits d'usage, ...



Juridiquement, une commission locale de l'eau (CLE) ne peut pas assurer le rôle de maîtrise d'ouvrage d'études, d'animation, ou de travaux. Elle n'a pas de budget et ne peut employer du personnel. Elle doit donc s'appuyer sur une structure porteuse (article L212-4 LEMA).

Ainsi, lors de sa séance d'installation du 1<sup>er</sup> mars 2012, la CLE a désigné l'EPAB comme sa structure porteuse.

## 2- BREVE RETROSPECTIVE DE L'ANNEE 2013 POUR LE SAGE

### 2.1- Modification de la composition de la CLE fixée le 6 janvier 2012

Une CLE est décomposée en 3 collèges :

- **Collège des représentants des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux** : au moins 50 % de ses membres
- **Collège des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations concernées** : au moins 25 % de ses membres
- **Collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics** : au plus 25 % de ses membres

L'arrêté préfectoral portant désignation des membres de la CLE du SAGE de la baie de Douarnenez date du 6 janvier 2012. Une première décision modificative a eu lieu par arrêté préfectoral n°2012-347 du 19 mars 2012.

En 2013, une nouvelle modification de composition a été apportée par **arrêté préfectoral n°2013024-0001 du 24 janvier 2013**. Ainsi, Jacques GOUEROU, représentant le conseil général du Finistère, remplace Erwan LE FLOCH, au sein du collège des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux.

### 2.2- Les réunions de la CLE en 2013

Comme en 2012, **4 réunions de la CLE** se sont tenues. Par ailleurs, le **bureau de la CLE s'est réuni 3 fois** en 2013.

Date de la réunion	Nature réunion	Ordre du jour
21 janvier	Bureau	Information sur le projet de contrat territorial des bassins versants du territoire du SAGE de la baie de Douarnenez, 2012-2015 Information sur le programme d'actions 2013 du contrat territorial Elaboration du SAGE (recensement des thématiques traitées dans les diagnostics existants, contenu du cahier des charges techniques de l'étude, organisation des instances de concertation, ...)
7 février	CLE	Présentation pour avis du contrat territorial des bassins versants du territoire du SAGE de la baie de Douarnenez, 2012-2015 Présentation pour avis du programme d'actions 2013 du contrat territorial Phase d'élaboration du SAGE (avis de la CLE sur les thèmes à traiter, les modalités de réalisation de l'étude, l'organisation des instances)

		Point d'information sur le plan opérationnel d'investissements 2013 Information sur les décisions du Préfet du Finistère
<b>25 avril</b>	CLE	Avis de la CLE sur les questions importantes du SDAGE Loire-Bretagne Phase d'élaboration du SAGE (présentation état d'avancement de l'état des lieux, planning) Présentation du plan opérationnel d'investissements 2013 Information sur les décisions du Préfet du Finistère
<b>25 juin</b>	Bureau	Présentation du projet de bilan d'activités 2012 Point d'avancement de l'élaboration du sage Préparation de l'état d'avancement de la charte de territoire
10 juillet	CLE	<u>Première partie :</u> Etat d'avancement de la charte de territoire au 30 juin 2013 <u>Deuxième partie :</u> Validation du bilan d'activités 2012 du SAGE Information sur l'état d'avancement de l'état des lieux du SAGE
24 octobre	CLE	Présentation et validation de l'état des lieux du SAGE Calendrier prévisionnel Bilan annuel de la charte de territoire au 18.10.2013 Information sur les autorisations préfectorales
10 décembre	Bureau	Lancement du marché pour la réalisation du diagnostic du SAGE et point sur le projet d'étude du CRESEB

**Tableau 1 : Liste des réunions de bureau et de CLE organisées en 2013**

3 commissions thématiques ont également été mises en place sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013, pour l'élaboration de l'état des lieux du SAGE.

<b>Commissions thématiques</b>	<b>Gestion des espaces terrestres</b>	<b>Gestion des espaces littoraux</b>	<b>Gestion de la ressource en eau</b>
<b>Réunion 1</b>	<b>28.05.2013</b>	<b>11.04.2013</b>	<b>18.04.2013</b>
Nombre de participants	40	25	18
<b>Réunion 2</b>	<b>20.06.2013</b>	<b>23.05.2013</b>	<b>14.05.2013</b>
Nombre de participants	27	17	11

**Tableau 2 : Liste des commissions thématiques organisées en 2013**

## **2.3- Etat d'avancement de l'élaboration du SAGE**

L'année 2013 a permis d'entrer dans la phase d'élaboration du SAGE, avec pour objectif de fin d'année la réalisation de l'état des lieux-diagnostic, ainsi que les tendances et scénarios alternatifs.

Un chargé de mission « état des lieux-diagnostic » a été recruté au 11 mars 2013, pour un CDD de 7 mois (11 octobre 2013). La personne en poste n'a finalement réalisé que la partie état des lieux du SAGE. Pour la suite, dont le diagnostic, la mission sera confiée à un bureau d'études, dès la fin novembre 2013.

Le calendrier visé est une finalisation de la stratégie en janvier 2015 au plus tard, pour engager alors la rédaction des documents du SAGE (PAGD, règlement), puis la phase d'enquête publique. L'objectif est un calage sur la révision en cours du SDAGE Loire-Bretagne pour 2016-2021.



### 3- RETROSPECTIVE DE L'ANNEE 2013 POUR L'EPAB

#### 3.1- Eléments administratifs généraux

##### 3.1.1- Une modification des statuts de l'EPAB

L'installation du comité syndical de l'EPAB a eu lieu le 8 juin 2012.

Michel Kervoalen (vice-président à l'environnement de la Douarnenez communauté et maire de Kerlaz) a été élu Président de l'EPAB. Daniel Moysan (Président de la communauté de communes de la presqu'île de Crozon et maire de Crozon) et Paul Divanac'h (vice-président à l'environnement de la communauté de communes du Pays de Châteaulin et du Porzay, maire de Plonévez-Porzay) ont été respectivement 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> vice-président de l'EPAB.

Les 3 autres membres du bureau sont :

- Stéphane Bourc (Communauté de communes de la presqu'île de Crozon)
- Henri Caradec (Douarnenez)
- Jacques Gouérou (Conseil Général du Finistère)

Le comité syndical a adopté un règlement intérieur lors de sa séance d'installation du 8 juin 2012.

En 2013, une demande de modification des statuts a été validée, pour compléter l'article 2, par un article 2.2-, afin de **définir le calcul de la population de l'EPAB**. Ainsi, elle est calculée en proratisant la population DGF de chaque commune située tout ou en partie sur le périmètre de l'EPAB, avec la surface de chaque commune située sur ce périmètre.

**L'arrêté préfectoral modificatif des statuts de l'EPAB AP n°2013 163-0002 date du 12 juin 2013.**

##### 3.1.2- Le rythme des réunions en 2013

**Le bureau du comité syndical s'est réuni 5 fois en 2013, pour préparer les 4 réunions du comité syndical**, comme précisé dans le tableau suivant :

Réunion	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Bureau	31/01	-	-	03/04	-	25/06
Comité syndical	-	12/02	-	-	-	-

Réunion	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Bureau	-	-	-	-	12/11	04/12
Comité syndical	09/07	-	-	-	25/11	18/12

Tableau 3 : Etat récapitulatif des réunions de l'EPAB en 2013

Le comité syndical réunit 18 membres en exercice. Lors des réunions, le quorum a toujours été atteint. Cette participation active des élus a permis un traitement efficace et réactif du quotidien et des dossiers traités par l'EPAB.



Date du comité syndical	Nombre de membres du comité syndical		
	présents	pouvoirs	votants
<b>12/02/2013</b>	13	2	<b>15</b>
<b>09/07/2013</b>	10	1	<b>11</b>
<b>25/11/2013</b>	10	3	<b>13</b>
<b>18/12/2013</b>			

**Tableau 4 : Participation des membres aux réunions du comité syndical de l'EPAB en 2013**

Monsieur Jean-François Kerbrat, trésorier, a participé régulièrement à ces réunions pour accompagner les élus dans leurs décisions.

### 3.1.3- L'équipe administrative et technique

En fin d'année 2012, l'équipe administrative et technique de l'EPAB était composée de 5 personnes.

Le coordinateur du pôle milieux naturels, Olivier ROBIN, a pris ses fonctions le 7 janvier 2013.

Le recrutement du chargé de mission SAGE a eu lieu en mars 2013, pour un CDD de 7 mois (11 mars au 11 octobre 2013).

### 3.1.4- Une demande de reconnaissance en tant qu'EPTB déposée en 2013

Un établissement public territorial de bassin est un groupement de collectivités, dont la structure, l'objet et le périmètre d'intervention doivent être conformes aux dispositions de l'article L.213-2 du code de l'environnement. Les EPTB ont été reconnus officiellement par la loi risques du 30 juillet 2003, comme acteurs de la politique de l'eau, à l'échelle des bassins versants.

La mission d'un EPTB est de faciliter la gestion équilibrée de la ressource en eau à l'échelle d'un bassin hydrographique cohérent. Par son rôle d'information, d'animation et de coordination, un EPTB assure la cohérence et l'efficacité de l'action publique à l'échelle du bassin hydrographique.

Les EPTB permettent le décloisonnement administratif, grâce à la volonté des élus locaux de travailler ensemble à l'échelle des bassins versants hydrographiques, afin de résoudre collectivement des problématiques rencontrées sur leur territoire, de l'amont à l'aval.

Au regard du périmètre et des missions de l'EPAB, une demande de reconnaissance de l'EPAB en tant qu'EPTB a été déposée, auprès du Préfet coordonnateur de bassin, le 4 juillet 2013. Un dossier complémentaire a été transmis par courrier daté du 26 août 2013.

Cette demande devrait être présentée à la commission planification et au comité de bassin en février 2014.

La CLE du SAGE de la baie de Douarnenez est invitée par le Préfet coordonnateur de bassin à donner un avis sur cette demande, sous 2 mois (courrier daté du 22 novembre 2013).

## 3.2- Les actions réalisées par l'EPAB sur 2013

### 3.2.1- L'adoption du contrat territorial des bassins versants du territoire du SAGE de la baie de Douarnenez

Le 1<sup>er</sup> semestre 2012 faisait l'objet d'un avenant du contrat territorial de la baie de Douarnenez, 2009-2011, co-porté par les deux communautés de communes CCPCP et CCDZ.

Pour la suite, l'EPAB devait établir un nouveau contrat territorial avec les partenaires financiers, pour définir le cadre d'intervention. Il s'agit du **contrat territorial des bassins versants du territoire du SAGE de la baie de Douarnenez, sur la durée allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 31 décembre 2015, soit 3,5 ans.**

Ce contrat traduit l'accord intervenu entre les différents signataires concernant :

- l'élaboration du SAGE de la baie de Douarnenez
- les opérations de reconquête de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques engagées sur les bassins versants inclus dans le périmètre du SAGE de la baie de Douarnenez, dont la charte de territoire du plan gouvernemental de lutte contre les algues vertes, le volet d'actions sur les phytosanitaires, le volet milieux aquatiques cours d'eau (hors charte).

Le contenu de ce contrat précise, en particulier :

- les objectifs poursuivis,
- la démarche adoptée,
- la nature des actions ou travaux programmés,
- les calendriers de réalisation et les coûts prévisionnels,
- le plan de financement prévu et les engagements des signataires.

**Un avis favorable de la CLE sur ce projet de contrat territorial 2012-2015 a été émis en séance du 7 février 2013. Le comité syndical a validé ce contrat lors de sa séance du 12 février 2013.**

### 3.2.2- Le SAGE

#### *3.2.2.1- Animation*

En 2013, l'animation du SAGE inclut le poste de la coordinatrice du SAGE à temps plein, 45% du temps plein de la secrétaire-comptable, ainsi que les frais de fonctionnement et de structure de l'EPAB.

#### *3.2.2.2- Communication*

Les délais dans l'avancement de l'élaboration du SAGE n'ont pas permis l'édition d'un bulletin d'information du SAGE, concernant les résultats de l'état des lieux par exemple.

La communication en 2013 s'est cantonnée à la mise à jour régulière du site internet du SAGE.

Les statistiques d'audience, au 3 décembre 2013, du site web sont les suivantes :



Nombre de :	2011	2012	2013
Visites	5114	9368	14305
Pages vues	9968	27075	110 040

Tableau 5 : statistiques de fréquentation du site web du SAGE, de 2011-2013

On constate une forte montée en puissance de la fréquentation du site web.

Les dépenses 2013 réalisées ont notamment concerné l'acquisition d'outils informatiques (ordinateur portable et vidéoprojecteur), pour l'animation des réunions.

Deux panneaux de signalisation « syndicat mixte EPAB » ont également été installés à l'entrée du siège de l'EPAB, au lieu-dit La Clarté.

### 3.2.2.3- Etudes

L'année 2013 a permis le lancement de l'élaboration du SAGE de la baie de Douarnenez. L'objectif fixé était la réalisation de l'étape état des lieux-diagnostic sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013, puis l'étape tendances et scénarios sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2013.

#### ▣ L'état des lieux en régie

La CLE a souhaité une réalisation de l'état des lieux-diagnostic en régie. Pour cela, l'EPAB a recruté un chargé de mission sur 7 mois. Son travail n'a pas permis d'aller plus loin que l'état des lieux.

L'état des lieux a été présenté lors de la CLE du 24 octobre 2013. Quelques modifications seront apportées au document final, qui sera à nouveau présenté lors d'une prochaine CLE pour validation finale (début 2014).

Les dépenses sur 2013 ont donc concerné, pour cette ligne, des charges de personnel, de frais de fonctionnement et d'investissement (poste informatique et licence SIG).

#### ▣ Un prestataire pour poursuivre l'élaboration du SAGE

Pour poursuivre le travail sur le diagnostic jusqu'à l'élaboration de la stratégie, la CLE a validé le recours à un bureau d'études compétent dans ce type de mission. Une consultation publique a été organisée entre le 3 et le 23 octobre 2013. Le marché est décomposé en trois tranches :

« Elaboration du SAGE de la baie de Douarnenez : du diagnostic à la stratégie »

- Tranche ferme : Diagnostic global et tendances d'évolution du territoire
- Tranche conditionnelle 1 : Elaboration des scénarios
- Tranche conditionnelle 2 : Elaboration de la stratégie du SAGE de la baie de Douarnenez

La commission d'appel d'offres s'est réunie le 6 novembre 2013, pour auditionner les deux candidats et étudier l'analyse des offres.

Le bureau d'études retenu est SCE Nantes - 5, avenue Augustin-Louis CAUCHY BP 10703 - 44307 Nantes Cedex 3.

Le montant du marché est de 110 290,34 euros TTC. Le marché est établi de novembre 2013 à janvier 2015 (4 mois par tranche). Les dépenses associées seront effectuées sur 2014.



L'ensemble de l'élaboration du SAGE, de l'état des lieux à la stratégie est évaluée à 145 000 euros TTC.

### 3.2.2.4- Actions particulières

Il était prévu la proposition de réalisation des inventaires de zones humides avec programmation de travaux des zones dégradées par l'EPAB depuis 2012. Suite à l'arrivée en 2013 du coordinateur du pôle milieux naturels, les communes concernées ont été sollicitées (Camaret/Mer, Crozon et Argol).

Seule Camaret/Mer s'est engagée dans la démarche. Le lancement de l'étude a été fait le 30 septembre 2013, avec la première réunion du comité de suivi communal. La délimitation des zones humides a été réalisée en octobre et fera l'objet d'une consultation du public entre le 09 décembre 2013 et le 09 janvier 2014.

Les contre-visites se feront en janvier 2014 pour un achèvement de l'étude fin janvier ou courant février 2014.

### 3.2.3- La charte de territoire

L'EPAB a pour mission de mener à bien la mise en œuvre annuelle des actions prévues dans la charte, sur la problématique des marées vertes, en tant que maître d'ouvrage de la charte de territoire. Le programme d'actions est décomposé en 4 volets :

- Un volet agricole,
- Un volet milieux naturels,
- Un volet espaces publics et privés non agricoles,
- Un volet transversal.

#### 3.2.3.1- Le périmètre d'actions de la charte de territoire

Le périmètre d'actions de la charte de territoire est présenté sur la figure suivante. Il est inclus dans le périmètre d'intervention de l'EPAB.

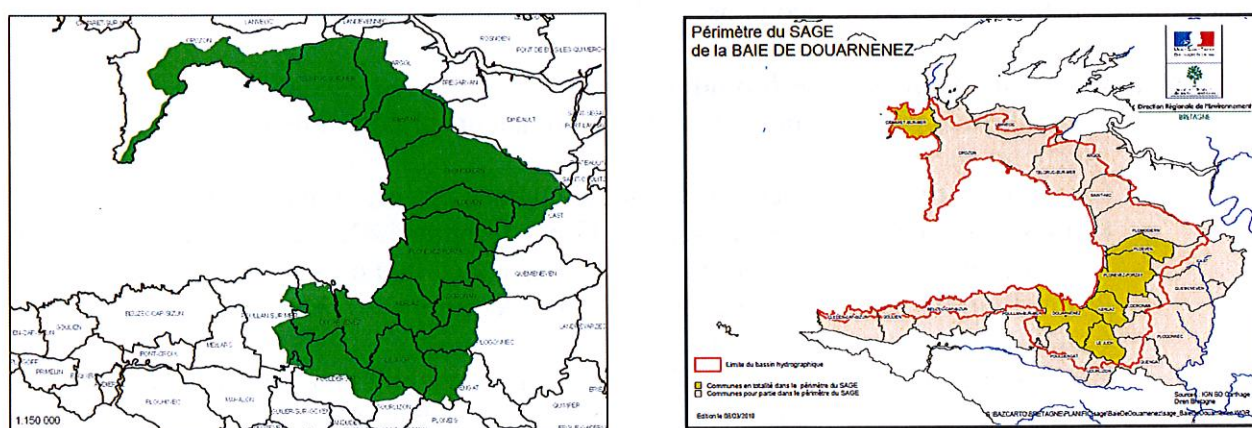


Figure 2 : périmètres d'actions de la charte et du SAGE

#### 3.2.3.1- Le suivi de la charte de territoire

L'EPAB a obligation de reporter l'état d'avancement de la charte de territoire auprès de la CLE, de la Préfecture de Région, ainsi que les partenaires financiers.

La Préfecture de Région a souhaité qu'un premier état d'avancement ait lieu un an après la réunion de communication du 24 juillet 2012, organisée par le Préfet de Région Monsieur Cadot. La CLE s'est donc réunie le 10 juillet 2013, en élargissant les invitations aux services de l'Etat, aux prescripteurs signataires de la convention-cadre, aux maîtres d'ouvrage locaux (EPCI, communes). La Chambre d'agriculture du Finistère, maître d'ouvrage de la convention-cadre, a présenté son état d'avancement.

Puis, lors de la CLE du 24 octobre 2013, le bilan au 18 octobre 2013 de la charte a été présenté, conformément aux dispositions attendues dans l'annexe 9 de la charte. Un rapport 2013 est donc établi en conséquence et à transmettre à la Préfecture de Région.

*Le détail des actions réalisées en 2013 sur chaque volet est à consulter dans le rapport 2013.*

### *3.2.3.2- Le volet agricole 2013*

Le volet agricole 2013 s'est décomposé en 5 types d'actions :

- **Animation agricole** : poste du coordinateur du pôle pollutions diffuses (50% de son temps plein), avec les frais de fonctionnement associés
- **Actions collectives agricoles** : formation, démonstrations, groupes techniques, ...
- **Référentiel agronomique local** : analyses reliquats sortie hiver, sol, ... et interventions techniques
- **Communication agricole** : 2 bulletins d'information agricole et 5 fiches techniques, transmis à l'ensemble des agriculteurs et des prescripteurs du territoire
- **Etude agricole** : étude collective de potentiel pour la valorisation des produits biologiques. Suite à la consultation publique organisée en novembre-décembre 2013, la réunion de lancement aura lieu début janvier 2014. L'étude sera finalisée sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014. Son lancement a été retardé, du fait de la nécessité de l'intégrer dans le dispositif « nouvelle alliance » de la Région Bretagne, en lien avec le Pays de Cornouaille.

### *3.2.3.3- Le volet milieux naturels 2013*

Le volet milieux naturels 2013 s'est décomposé en 5 types d'actions :

- **Volet milieux aquatiques zones humides** :
  - o **Coordination** : poste temps plein du coordinateur du pôle milieux naturels, frais de fonctionnement associés
  - o **Communication** : documents techniques, annonces et insertion (pour DIG)
  - o **Etudes** : la finalisation des dossiers DIG par le bureau d'études Hydroconcept a eu lieu en début d'année 2013. L'enquête publique a eu lieu du 12 août au 12 septembre 2013. L'arrêté de DIG a été signé le 10 décembre 2013, après un passage en CODERST le 21 novembre 2013.
  - o **Travaux** : il était prévu la réalisation de 50 ha de réhabilitation de zones humides non fonctionnelles, qui ne se fera qu'en 2014, du fait du délai de la procédure administrative.
- **Volet milieux aquatiques cours d'eau** :
  - o **Etudes** : DIG commune à celle des zones humides. La partie continuité n'a pas pu être intégrée, car elle nécessitait des plans de travaux sur des zones ayant fait l'objet d'une validation avec les propriétaires riverains notamment. Elle devra être réalisée seule, en 2014.



- **Travaux** : il était prévu la création de 10 kms de ripisylves. Comme pour les zones humides, ces travaux se feront en 2014.
  - **Actions collectives sur le bocage** : il était envisagé des actions de sensibilisation et de formation à l'entretien du bocage auprès des particuliers, agents des collectivités, ... Par manque de temps, cette action n'a pas été entreprise.
  - **Breizh Bocage** :
    - **le volet 2** est effectif, depuis l'arrivée du technicien bocage le 15 octobre 2012. Ce travail a permis de définir les projets bocagers avec chaque exploitant volontaire. Le volet 2 a été étendu au bassin versant du Stalas (2.2-). Le comité syndical a délibéré en conséquence, permettant l'obtention de subventions.
    - **le volet 3** s'est lancé à la rentrée 2013, avec une consultation de marché public pour la réalisation des travaux. La CAO de l'EPAB s'est réunie pour donner un avis sur l'analyse des offres. Le marché « Travaux de restauration du bocage 2013-2015 » est décomposé en trois lots :
      - Lot 1 : Terrassement pour création de billons, talus, grands talus et ensemencement
      - Lot 2 : Création de haies bocagères et fourniture de plants pour plantations bocagères :
      - Lot 3 : Entretien des haies bocagères et des bosquets
- Le volet 3.1- présente un **objectif de création de 22 kms de haies et talus**. Les travaux ont débuté en octobre 2013.

#### 3.2.3.4- Le volet espaces publics et privés non agricoles 2013

Ce volet, pour 2013, prévoyait la **réalisation des plans de fumure** au sein des communes. Le lancement de l'étude a été mis en stand-by, car elle est associée à celle sur les plans de désherbage, qui a été mise en arrêt, dans l'attente des décisions sur les clés de répartition du volet phytosanitaires. Ces clés ayant été validées en CS du 25/11/2013, l'objectif est de lancer la consultation publique d'ici fin décembre, pour une réalisation du plan de fumure sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2014.

#### 3.2.3.5- Le volet transversal 2013

##### **Animation générale :**

- 30 % de l'ETP du coordinateur pôle pollutions diffuses
- 45 % de l'ETP de la secrétaire-comptable
- Frais de fonctionnement associés

**Suivi de la qualité de l'eau** : 75 % du temps plein du poste de technicien qualité eau (Ludovic Desruelles). Le suivi concerne l'évolution de la qualité de l'eau des cours d'eau de la baie de Douarnenez, sur les paramètres chimiques nitrates, orthophosphates et phosphore total : prélèvements sur le terrain, analyse, interprétation et synthèse des résultats, mise en forme des données, ... 2013 aura permis la finalisation de l'installation des deux stations de jaugeage sur le Ris et sur le Kerharo (opération lancée dans le cadre du PAV 2011, avec le soutien de la DREAL). Frais de fonctionnement du poste et frais d'analyses, réalisées par le laboratoire IDHESA.

**Communication générale** : la réalisation de documents de communication n'a pas pu être envisagée par manque de temps. Il était envisagé un bulletin d'ici fin décembre, mais il ne sera pas possible de le faire. Il est nécessaire de mettre en place un plan de communication (objectif, stratégie de communication, moyens, ...) pour permettre une communication efficace auprès des acteurs locaux.



#### **Foncier :**

- **Etude de définition de la stratégie foncière** : le CCTP reste à rédiger pour lancer la consultation en janvier 2014.
- **Animation** : 10 % ETP du coordinateur
- **Veille foncière et assistance** : non sollicitée dans l'attente des conclusions de l'étude de stratégie foncière.

### 3.2.4- Les actions du volet phytosanitaires

#### *3.2.4.1- Les actions phytosanitaires non agricoles*

Le volet phytosanitaires est moins développé que les autres, du fait du seul déclassement du Ris sur le paramètre pesticides par la directive cadre sur l'eau. Toutefois, l'usage des phytosanitaires concerne tout le périmètre et tous les acteurs, du jardinier amateur à l'agriculteur, en passant par la collectivité. Le programme d'actions sur 2013 prévoyait des actions à mener auprès de ces différents acteurs :

#### **- Pratiques de désherbage dans les collectivités**

- **réalisation des plans de désherbage sur 7 communes et expertise des pratiques existantes des plans de désherbage mis en œuvre sur les autres communes** : même situation que pour les plans de fumure. Lancement de la consultation courant décembre 2013 et re-sollicitation des communes et EPCI pour connaître les volontaires.
- **charte collective d'entretien des espaces publics** : une nouvelle charte a été adoptée par le comité syndical du 25 novembre 2013. Elle cible les communes et les EPCI propriétaires de zones d'activités, ...

#### **- Charte « jardiner au naturel, ça coule de source »**

- o animation et suivi de la charte : une prestation d'animation auprès des magasins adhérents à la démarche est confiée à la maison de l'agriculture biologique. Cette mission a été réalisée en 2013.

#### **- Animation et suivi de la qualité de l'eau**

- o **suivi de l'évolution de la qualité de l'eau de 6 cours d'eau** de la baie de Douarnenez, sur des molécules phytosanitaires : le suivi est réalisé 10 mois sur 12, après une pluie de 10 mm sur 24 h. Une campagne sur le phosphore total était prévue pour déterminer la période « optimale » d'intervention pour les prélèvements phytosanitaires dans les cours d'eau. Cette campagne n'a pas été réalisée.
- o **animation des actions non agricoles** de ce volet par le technicien suivi qualité : 0.25 ETP temps plein

#### *3.2.4.1- Les actions phytosanitaires agricoles*

#### **- Animation agricole**

- o **démonstrations de binage** :

La campagne de binage a eu lieu du **25 juin 2013 au 12 juillet 2013**. La campagne a été tardive en raison d'un printemps exceptionnellement froid. Néanmoins, après le retour des agriculteurs, l'entreprise est intervenue un peu trop tardivement. Les interventions ont été réalisées par l'ETA René Campéon de Plozévet avec une bineuse 6 rangs (adaptable 8 rangs) auto-guidée. Il n'y a pas d'autres bineuses disponibles sur le territoire.

**11 agriculteurs** ont participé à l'action permettant le binage de **100 ha** sur les communes de : Gourlizon, Saint-Nic, Plogonnec, Douarnenez, Pouldergat, Kerlaz, Le Juch et Poullan-sur-Mer. En raison de la localisation de la bineuse, la partie nord de la baie est difficilement accessible. L'EPAB a donc dû refuser des demandes d'agriculteurs situés trop au nord de la baie.

Un semis de RGI sous couvert de maïs était également proposé lors du passage de la bineuse : **29 ha** ont été semés.

Un agriculteur a été suivi techniquement par le GAB. L'agriculteur est satisfait du binage lui ayant permis l'économie d'un passage d'herbicide.

*Coût des interventions de binage : 4761 € TTC.*

*Coût du suivi de parcelles binées : 957 € TTC.*

**TOTAL = 5718 euros sur 6000 € en BP2013**

- **animation par le coordinateur pôle prévention pollution diffuses : 0.10 ETP temps plein**

### 3.2.5- Le volet milieux aquatiques zones humides (hors charte) 2013

#### **- Suivis ornithologiques**

- suivis menés sur le marais de Kervigen et Ty Anquer (programme STOC nidification et ACROLA migration postnuptiale), par l'association GRUMPY NATURE. Action réalisée en 2013.

### 3.2.6- Les autres actions à finaliser du contrat territorial 2009-1<sup>er</sup> semestre 2012 sur 2012-2013

- **rédaction des bilans d'activités 2011 et 1<sup>er</sup> semestre 2012**, avec demandes de subventions auprès des partenaires financiers et régularisation des appels de fonds entre les deux communautés de communes CCPCP et CCDZ. Ce travail a été réalisé à l'automne 2013.
- **finalisation de l'étude prospective sur le marais de Kervigen** (bureau d'études Egis-eau). La finalisation de l'étude est compromise, car le bureau d'études ne souhaite pas retravailler sur les documents.

## **3.3- Eléments budgétaires et financiers 2013**

### 3.3.1- Un budget primitif 2013 voté le 12 février 2013

Le transfert des compétences sur la gestion intégrée de l'eau des communautés de communes à l'EPAB a été rendu opérationnel au 1<sup>er</sup> juillet 2012. Un BP2012 avait été voté lors du comité syndical du 27 juin 2012, pour 6 mois.

En 2013, le compte administratif 2012 a été voté lors du comité syndical du 12 février 2013, ainsi que le budget primitif de 2013. Il s'agit du premier BP sur une année civile complète.



## COMPTE ADMINISTRATIF :

En 2012, l'exercice s'était soldé par un résultat de :

- En fonctionnement : un déficit de clôture de 5 015,32 euros
- En investissement : un déficit de clôture de 13 476,40 euros

Le « compte administratif » provisoire au 30 novembre 2013 s'établit comme suit :

- En fonctionnement : en excédent, de 30 946,74 euros
- En investissement : en déficit, de 7 133,02 euros (liés dotations aux amortissements à faire entre les 2 sections)

Vu qu'il s'agit du premier exercice sur une année complète, il est difficile d'apporter une analyse comparative avec un historique.

## BUDGET PRIMITIF :

Le budget primitif 2013 voté est le suivant, avec l'état au 30 novembre 2013 :

### ■ Section de fonctionnement

	Dépenses	Recettes
<b>Montants votés</b>	<b>1 162 963,17 €</b>	<b>1 162 963,17 €</b>
Montants au 30.11.2013	374 295,44 €	405 242,18 €

### ■ Section d'investissement

	Dépenses	Recettes
<b>Montants votés</b>	<b>24 883,23 €</b>	<b>24 883,23 €</b>
Montants au 30.11.2013	7 133,02 €	0 €

### 3.3.2- Ligne de trésorerie

Dès le démarrage de l'EPAB en 2012 (délibération du CS 08/06/2012), il a été nécessaire de contractualiser avec un organisme bancaire, afin de disposer d'une ligne de trésorerie dans l'attente des versements des cotisations des membres et des subventions des partenaires financiers.

ARKEA a été retenu, pour un plafond maximum autorisé de 70 000 euros, pour la période du 1<sup>er</sup> août 2012 au 30 janvier 2013.

Cette ligne de trésorerie a fait l'objet d'un avenant en 2013, du 31 janvier au 31 juillet 2013, pour couvrir les besoins de la trésorerie sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013.

Les 70 000 euros ont été débloqués et remboursés en intégralité le 16 mai 2013. Le bilan de l'opération est le suivant :



	COMMISSION D'ENGAGEMENT €	CAPITAL DEBLOQUE €	DU	AU	Nbre de jours	taux %	intérêts €	
2012	300	10000	13/08/2012	31/08/2012	18	2,4419	12,21	398,40
		10000	31/08/2012	30/09/2012	30	2,3560	19,63	
		10000	30/09/2012	31/10/2012	31	2,3180	19,96	
		10000	31/10/2012	30/11/2012	30	2,3020	19,18	
		10000	30/11/2012	27/12/2012	27	2,2950	17,21	
		40000	27/12/2012	31/12/2012	4	2,2950	10,21	
		SOUS-TOTAL 2012					98,40	
2013	200	40000	31/12/2013	30/01/2013	30	2,315	77,17	647,48
		40000	31/01/2013	22/02/2013	22	2,113	51,65	
		60000	22/02/2013	28/02/2013	6	2,113	21,13	
		60000	28/02/2013	28/03/2013	28	2,096	97,81	
		70000	28/03/2013	31/03/2013	3	2,096	12,23	
		70000	31/03/2013	30/04/2013	30	2,0989	122,44	
		70000	30/04/2013	16/05/2013	16	2,0909	65,05	
		SOUS-TOTAL 2013					447,48	
TOTAL GLOBAL	500	TOTAL INTERETS					545,88	1045,88

Tableau 6 : Etat des frais engagés pour la ligne de trésorerie 2012-2013

**Une nouvelle ligne de trésorerie sera nécessaire pour 2014.** Le comité syndical du 25 novembre 2013 a autorisé le président à lancer une consultation pour ouvrir une ligne d'un montant de 150 000 euros, pour 13 mois (de courant décembre 2013 au 31 décembre 2014).

### 3.3.3- Etat des dépenses 2013

#### ■ Section de fonctionnement

En fonctionnement, les dépenses les moins engagées correspondent aux études et prestations, en comptes 617 et 611 :

#### COMPTE 617 : TOTAL INSCRIT BP2013 = 275 461 euros

VOLET	DETAIL ACTION	BP2013 (€)	REALISE FIN NOV. 2013	D'ICI FIN D'ANNEE	EXPLICATIONS
SAGE	Etude d'élaboration du SAGE de l'état des lieux aux scénarios alternatifs	86 500	0	Au mieux, une première facture suite au lancement du marché SCE fin novembre 2013 pour le diagnostic sera prise en compte sur 2013.	En 2013, seul l'état des lieux sera effectif, pour environ 30 000 euros (frais personnel et administratif).
	Inventaires zones humides	30 000	8760,70	Solde en 2014	Seule la commune de Camaret/Mer a sollicité l'EPAB pour cette réalisation
SAGE et charte	Communication	6 840	2894		Il n'a pas été engagé la mise en place d'un plan de communication, ni la réalisation de bulletins d'information généraux au cours de l'année, par manque de temps. Seul le site internet a été actualisé et mis à jour régulièrement
CHARTE	Etude sur la valorisation des produits biologiques	30 000	0	Factures en 2014 (coût 24 996 €)	Lancement de l'étude en décembre 2013
	Etude stratégie foncière	40 000	0	Factures en 2014	Consultation en janvier 2014
	Etude plan de fumure et plans de désherbage	25 000 et 39 500 € = 54 500 €	0	Factures en 2014	La consultation n'a pas été lancée, dans l'attente de la validation des clés de répartition sur le volet phytosanitaires. Lancement d'ici fin décembre 2013.
TOTAL		247 840	11 655		

Tableau 7 : Etat d'engagement des dépenses en compte 617 par rapport au prévisionnel BP2013



**COMPTE 611 : TOTAL INSCRIT BP2013 = 441 144 euros**

VOLET	DETAIL ACTION	BP2013 (€)	REALISE FIN NOV. 2013	D'ICI FIN D'ANNEE	EXPLICATIONS
<b>CHARTRE</b>	Actions collectives agricoles	30 000	9 457	De nouvelles factures en mandatement d'ici fin décembre 2013	Au regard du faible avancement des diagnostics-projets sous maîtrise d'ouvrage de la chambre d'agriculture, l'EPAB n'a pas eu de retours des actions collectives attendues par les agriculteurs. Lancement des groupes de travail : année 2013 = année d'amorçage
	Travaux de réhabilitation des zones humides	76 600	0	0	L'arrêté de DIG a été signé le 10 décembre 2013. Sans cet arrêté, il n'était pas possible de débiter des travaux sur des terrains privés, pour lesquels une concertation avec chaque acteur est en cours.
	Travaux de réhabilitation des ripisylves	25 143	0	0	
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>131 743</b>	<b>9 457</b>	<b>NC</b>	
<b>Breizh Bocage (volet 3.1-)</b>	Travaux lot 1 (talus)	215 280	25 163	Nouvelles factures attendues pour 27 230 €	Début des travaux en octobre 2013 Solde en 2014 : 9180 €
	Travaux lot 2 (plantation)	<i>(total marché 206 002 €)</i>	0	Factures estimées en décembre 2013 : 38 730 €	Solde en 2014 : 33 087 €
	Travaux lot 3 (entretien)		0	0	Factures en 2014 : 25 900 € Factures en 2015 : 12 950 €
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>215 280</b>	<b>25 163</b>	<b>65 960</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>347 023</b>	<b>34 620</b>	<b>65 960</b>	

**Tableau 8 : Etat d'engagement des dépenses en compte 611 par rapport au provisionnel BP2013**

Ainsi, ces deux comptes 611 et 617 présentent les écarts les plus importants entre le provisionnel BP2013 et le réalisé. Toutefois, ces actions sont en cours et les dépenses seront donc effectives en 2014. L'ambition de réalisation en 2013 a donc été surestimée pour certaines actions.

### COMPTE 673 : TOTAL INSCRIT BP2013 = 22 973 euros

Les charges exceptionnelles (reversement des trop-percus SAGE 2012 auprès des membres de l'EPAB et de la Région Bretagne) restent à verser : attente des versements des subventions des partenaires financiers pour garantir le plan de financement acté. **Reversement début 2014.**

### AUTRES COMPTES

Concernant les dépenses de type charges de fonctionnement (fournitures, frais postaux, carburants), l'exercice 2013 permettra d'ajuster au mieux ces dépenses pour le BP2014. Par contre, comme pour la téléphonie, le contrat pour des lignes fixes et mobiles étant en négociation, il sera nécessaire d'ajuster sur l'offre qui sera retenue, car la consommation 2013 ne reflète pas la réalité des besoins du service.

### ■ Section d'investissement

	Dépenses	Recettes
Montants votés	24 883,23 €	24 883,23 €
Montants au 30.11.2013	7 133.02 €	0

Les dépenses en section d'investissement ont concerné des équipements mobiliers et informatiques, pour rendre opérationnel et fonctionnel le travail des agents de l'EPAB. Il reste la licence SIG à acheter, comme prévue au BP2013. Le transfert des dotations entre section de fonctionnement et section d'investissement reste à faire pour les recettes en fin d'exercice.



### 3.3.4- Les recettes de l'EPAB en 2013

Comme précisé dans l'article 11 des statuts de l'EPAB, le budget du syndicat pourvoit à toutes les dépenses de fonctionnement et d'investissements destinées à la réalisation de ses objectifs et à celles pouvant découler de ses responsabilités ou qui en résulteraient.

Les recettes du syndicat se composent :

- des subventions de l'Union européenne, de l'Etat, de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, du conseil régional de Bretagne, du conseil général du Finistère,
- des contributions des membres du syndicat.

#### *3.3.4.1- Les subventions*

Lors du comité syndical du 13 décembre 2012, une demande de subventions auprès des partenaires financiers a été autorisée et engagée sur le programme d'actions SAGE, charte et autres actions particulières liées à l'eau (phytosanitaires).

### **BILAN DES AVANCES VERSEES AU 30 NOVEMBRE 2013 PAR LES PARTENAIRES FINANCIERS**

**Cf tableau suivant**

Des versements d'avances sur les aides de l'Etat pour les actions du volet agricole de la charte auront lieu courant décembre 2013. Ils ne sont pas inscrits dans le tableau.

	ACTIONS	DEPENSE PREVISIO NNELLE	TOTAL SUBVENT ION	AVANCES VERSEES						TOTAL
				AELB		CRBretagne		CG29		
				Montant	Date	Montant	Date	Montant	Date	
Accompagnem ent collectif	animation agricole	25 000	20 000	2 500	19/06/2013	2 500	25/06/2013	-	-	5 000
	communication agricole	20 000	16 000	2 500	19/06/2013	2 000	25/06/2013	-	-	4 500
	actions collectives agricoles	30 000	24 000	3 000	19/06/2013	3 000	25/06/2013	-	-	6 000
	référentiel agronomique local	10 500	8 400	1 050	19/06/2013	525	25/06/2013	-	-	1 575
	TOTAL VOLET AGRICOLE 2013	85 500	68 400	9 050		8 025				17 075
VOLET MILIEUX AQUATIQUES HUMIDES	animation sur les zones humides									
	Coordination du pôle milieux naturels	56000	44800	14803	29/08/2013	4844	25/06/2013	7650	16/07/2013	27297
	Communication	3000	2400			450	25/06/2013			450
	actions collectives bocage									
	Formations	1650	825			412,5	25/06/2013			412,5
HAIES ET TALUS BOCAGE)	TOTAL VOLET MILIEUX NATURELS 2013 (hors Breizh bocage)	60650	11413	14803		5706,5		7650		28160
	Volet 2					6623,4	08/02/2013			6623,4
BREIZH BOCAGE)	animation technique									
	Technicien suivi de la qualité de l'eau, 3/4 ETP	34050	27240	7227	19/06/13	2554	25/06/2013			9781
	analyses d'eau									
	Frais d'analyses eaux de surface et souterraines	54206	43365			2565	25/06/13			2565
	communication									
Communication	Communication (bulletins, site web, flyers, posters, ...)	20000	16000	4500	19/06/13	2000	25/06/13			6500
	animation technique									
	Animation générale PAV	35000	28000	7893	19/06/13	3500	25/06/13			11393
	TOTAL VOLET TRANSVERSAL 2013	143256	114605	19620		10619				30239
	TOTAL CHARTE									82097
LES ACTIONS PHYTOSANITAIRES NON AGRICOLES	études plan de désherbage / charte de désherbage	31500	31600			2363	25/06/2013			2363
	Etudes	8000				600	25/06/2013			
	expertise des pratiques existantes					338	25/06/2013			338
	"charte jardiner au naturel"	4500	3600							
	Suivi									
LES ACTIONS PHYTOSANITAIRES AGRICOL	animation et suivi qualité de l'eau hors plan algues vertes									
	Suivi qualité eau	23037	25109,6	5000		1728	25/06/2013			6728
	Animation actions phytos non agricoles	8350		5000		418	25/06/2013			5418
	sensibilisation agricole	6000	8177,6			900	25/06/2013			900
	Démonstrations	4222				844	25/06/2013			844
VOLET MILIEUX AQUATIQUES RES AGRIQUES	Animation									
	suivis ornithologiques	1502	1201,6			150,2	25/06/2013			150,2
	Etudes									
	TOTAL ACTIONS HORS PAV ET HORS SAGE 2013	87111	69689	10000		7340				16740
	Animation générale SAGE	86000	62780	21500	19/06/2013	9890	25/06/2013			
SAGE	Etat des diagnostics SAGE 2012	40000	16000			2000	25/06/2013			
	Communication SAGE	20000	16000	5000	19/06/2013	1500	25/06/2013			
	TOTAL SAGE 2013	146000	94780	26500		13390		0	0	39890
	TOTAL DES AVANCES VERSEES			79973		45081		7650		138727

Tableau 9 : Avances 2013 des partenaires financiers



### 3.3.4.2- Les cotisations des membres de l'EPAB en 2013

#### ▣ PRINCIPE DES CLES DE REPARTITION DE FINANCEMENT

Les appels à cotisation des membres de l'EPAB sont établis sur la base de clé de répartition de financement.

- **Pour le SAGE**, la clé de répartition de financement est celle définie à l'article 14 des statuts de l'EPAB.
- **Pour toutes les actions hors SAGE**, conformément à l'article 15 des statuts de l'EPAB, une décision spécifique du comité syndical de l'EPAB, opération par opération, doit être prise.

**Ainsi, pour la charte de territoire, le programme Breizh bocage et le volet milieux aquatiques cours d'eau**, des clés de répartition propres à chaque nature d'actions ont été adoptées lors du comité syndical du 3 octobre 2012. Ces clés ont ensuite été adoptées par les collectivités concernées :

- **CCPCP** : 19/12/2012,
  - **Douarnenez communauté** : 20/12/2012,
  - **CCPC** : 28/02/2013,
  - **Quimper Co** : pas de délibération, car réponse négative pour l'adhésion à l'EPAB (hors producteur d'eau) et au financement des actions de la charte.
- **Pour le volet phytosanitaires**, les clés de répartition ont été validées lors du comité syndical du 25 novembre 2013, après discussion en bureau du 3 avril 2013 et en bureau du 12 novembre 2013. Ce délai de décision est lié à l'attente de l'EPAB vis-à-vis du positionnement de Quimper communauté et des 3 communes concernées, pour proposer des clés de financement les plus pertinentes possibles. Ces clés doivent être adoptées par les collectivités concernées.

#### ▣ SITUATION VIS-A-VIS DE QUIMPER COMMUNAUTE ET DES 3 COMMUNES CONCERNEES (GUENGAT, LOCRONAN ET PLOGONNEC)

Quimper communauté adhère à l'EPAB en tant que producteur- préleveur d'eau potable, représentant Locronan, dont la compétence a été transférée au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Lors des discussions au sein de l'EPAB sur l'élaboration des clés de répartition de financement pour les actions de la charte de territoire, il avait été retenu un financement par les quatre communautés de communes (CCPC, CCPCP, CCDZ et Quimper communauté), couvrant 99% du périmètre de la charte.

#### ■ Rappel historique des échanges

- **Envoi d'un courrier à Quimper communauté** pour délibération sur les clés de répartition de financement de la charte de territoire, adoptées en CS du 3 octobre 2012.
- **Une rencontre avec les services techniques de Quimper Communauté le 24 janvier 2013**
- **Deux rencontres avec les représentants des communes et de Quimper communauté** : 15 février à Quimper, 8 mars 2013 à Kerlaz.

- **Bureau du comité syndical le 3 avril 2013** : état des discussions, décisions : un délégué par commune et maintien clé de répartition animation et communication du volet milieux naturels à 25%.
- **Courrier de l'EPAB à chaque commune pour connaître son positionnement / adhésion** : en date du 8 avril 2013, avec statuts, règles de fonctionnement, modalités d'adhésion et délibération n°31 sur les clés de financement.
- **Courrier à Quimper communauté** : daté du 15 avril 2013, pour engager l'EPCI à mener une réflexion pour représenter solidairement ses communes au niveau de l'EPAB. **Nouveau courrier le 12 juillet 2013**, pour demander une réponse / positionnement adhésion.  
 ↳ **Réponse négative par courrier daté du 12 août 2013** (étude pour modification des statuts d'ici fin 2013-début 2014, opérationnelle vers le 1<sup>er</sup> janvier 2015).
- **Courrier de relance auprès des communes** en date du 12 juin 2013, avec proposition de participer au bureau du CS du 25 juin.
  - Réponse écrite de Guengat : questions sur pertinence des actions / communes + clé de répartition animation 25%, report décision à la rentrée.
  - Echanges avec Plogonnec, par téléphone et mail, pendant l'été
  - Echanges avec Locronan, sur les dépenses du volet milieux aquatiques cours d'eau et zones humides.

Pour mémoire, les surfaces communales pour Quimper communauté sur le périmètre d'intervention de l'EPAB (SAGE) et de la charte sont précisées dans le tableau suivant :

Commune	Surface communale (ha)	% sur SAGE	% sur charte
<b>Guengat</b>	2272	32 % (730 ha)	32 % (730 ha)
<b>Locronan</b>	808	100 %	100 %
<b>Plogonnec</b>	5414	16 % (893 ha)	16 % (893 ha)
<b>TOTAL</b>	8494	28,6 % (2431 ha)	28,6 % (2431 ha)
<b>TOTAL (part sur SAGE et charte)</b>	<b>8494</b>	<b>6,3 %</b>	<b>8,6 %</b>

Tableau 10 : Surfaces communales des communes sur le SAGE et la charte de territoire

#### ■ Décision issue de la dernière réunion

La dernière réunion avec les différentes parties pour faire le point sur l'état d'avancement des réflexions et répondre aux questions en suspens date du 18 octobre 2013. Elle a réuni :

- Plogonnec : Christian Kéribin, Maire et Pascal Le Goff, conseiller municipal
- Guengat : Yvon Dagorn, Maire et Louis Le Guen, adjoint
- Locronan : Jean-Luc Engelmann, Maire
- EPAB : Michel Kervoalen et Paul Divanac'h

**« Les élus des trois communes notent un problème de cohérence à l'échelle communale sur certaines clés de financement proposées initialement sur une base mutualisée entre les EPCI. Les communes ne s'accordent donc pas sur ces clés. De ce fait, elles demandent à Quimper Communauté de se substituer en urgence aux trois communes pour le financement de la charte pour une adhésion en 2014. »**

Pour le financement des actions déjà menées en 2013 sur la charte concernant ces 3 communes, les communes s'accordent sur la proposition d'établir une facture « prestation de services » par l'EPAB à leur intention. Par contre, les actions animation sur les ZH/CE à 25 % ne sont pas acceptées. Cette



modalité pourrait perdurer en 2014, selon l'état d'avancement pour l'adhésion de Quimper communauté à l'EPAB.

➔ courrier transmis à Quimper communauté le 6 décembre 2013, pour faire état des décisions des communes et les questionner sur l'avancement de leur étude pour la modification des statuts.

➔ courrier transmis aux trois communes le 6 décembre 2013, pour faire état des décisions de la réunion du 18 octobre 2013 et leur demander une confirmation écrite sur la participation financière via une facture prestations de service.

#### ▣ SITUATION VIS-A-VIS DE GOURLIZON

La commune de Gourlizon est située sur le périmètre d'intervention de l'EPAB, ne couvrant toutefois 0.60 % de celui-ci. Pour le périmètre de la charte de territoire, 29 % de la commune est concernée (283 ha), pour 1% du périmètre de la charte.

Au regard de ces faibles emprises, l'EPAB n'avait pas sollicité Gourlizon pour adhérer. Au vu des possibles modifications de statuts et des discussions avec les communes de Quimper communauté, il a été décidé de solliciter la commune de Gourlizon, par **courrier du 20 septembre 2013**. Gourlizon a pris contact avec l'EPAB pour recevoir des simulations financières sur le montant de la cotisation qui la concernerait, pour étudier ensuite la proposition d'adhésion en conseil municipal.

Cette simulation reste à faire par l'EPAB, sur la base du prévisionnel 2014, et à transmettre dans les meilleurs délais

*Par ailleurs, une procédure de modification des statuts de la communauté de communes du haut pays bigouden est actuellement en cours, visant, à priori, à prendre la compétence « eau » dans ses composantes qualitatives et distributives.*

#### ▣ LES MONTANTS DES COTISATIONS DES MEMBRES DE L'EPAB POUR LE SAGE 2013

Les montants des cotisations SAGE 2013 versées sont :

Membre	TOTAL en fonctionnement €	Date versement
CCPC	17128	03/04/2013
CCPCP	18108	15/05/2013
Douarnenez communauté	25132	29/03/2013
Beuzec Cap Sizun	1437	29/03/2013
Département du Finistère	12391	29/03/2013
CCPC (producteur eau)	7801	17/05/2013
Saint Nic	979	13/05/2013
Plomodiern	1433	17/05/2013
Quimper communauté	473	01/07/2013
Douarnenez	8866	15/05/2013
<b>TOTAL</b>	<b>93745</b>	-

Tableau 11 : Montants des cotisations SAGE 2013 versées à l'EPAB par ses membres

## ☐ LES MONTANTS DES COTISATIONS DES MEMBRES DE L'EPAB POUR LA CHARTE DE TERRITOIRE 2013

Les montants des cotisations CHARTE 2013 versées sont :

Membre	TOTAL cotisation inscrite au BP2013, €	TOTAL appelé €	Date versement	Montant 2013 restant à appeler, €
CCPC	17564	15695	06/11/2013	1869
CCPCP	99574	99574	13/05/2013	0
Douarnenez communauté	52729	47644	24/10/2013	5085
Quimper communauté	10 882	0	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>180 749</b>	<b>162 913</b>	<b>-</b>	<b>6 954</b>

Tableau 12 : Montants des cotisations CHARTE 2013 versées à l'EPAB par ses membres

### A noter :

- la CCPCP a également versé sa cotisation prévisionnelle sur la charte 2012, pour un montant de 3 509 euros.
- Pour Quimper communauté, une facture prestations de service est envisagée auprès des 3 communes concernées : Locronan, Plogonnec et Guengat. Elle n'inclura pas la participation sur l'animation du volet milieux naturels.

## ☐ LES MONTANTS DES COTISATIONS DES MEMBRES DE L'EPAB POUR LES AUTRES ACTIONS PARTICULIERES LIEES A L'EAU (VOLET PHYTOSANITAIRES, ...) POUR 2013

Les montants des cotisations 2013 versées sont :

Membre	TOTAL cotisation inscrite au BP2013, €	TOTAL appelé €	Date versement	Montant 2013 restant à appeler, €
CCPC	5 503	1 928	06/11/2013	3 575
CCPCP	4 458	3 458	12/11/2013	1 000
Douarnenez communauté	6 134	3 284	24/10/2013	2 850
Quimper communauté	1 805	0	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>17 900 €</b>	<b>8 670 €</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Tableau 13 : Montants des cotisations AUTRES ACTIONS 2013 versées à l'EPAB par ses membres

## ☐ LA REGULARISATION DES MONTANTS DES COTISATIONS DES MEMBRES DE L'EPAB POUR 2013 SUR LA BASE DU REALISE

Le vote du compte administratif 2013 aura lieu courant février 2014. Le versement des subventions des partenaires financiers aura lieu fin du 1<sup>er</sup> semestre et début du 2<sup>ème</sup> semestre 2014, suite à l'établissement du bilan d'activités 2013 et du mandatement de l'ensemble des factures liées à des subventions 2013.

➔ De ce fait, le reversement des trop-perçus éventuels auprès des structures membres aura lieu à l'automne 2014.



## ▣ LES MONTANTS DES COTISATIONS DES MEMBRES DE L'EPAB POUR LA CHARTE DE TERRITOIRE ET AUTRES ACTIONS PARTICULIERES LIEES A L'EAU 2012

Au vu du faible niveau d'avancement de ces actions sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2012, il avait été décidé de solliciter les membres uniquement en 2013, sur la base des dépenses réellement engagées en 2012, déduction faite des subventions versées.

La demande de versement des subventions pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2012 a été effectuée le 29 octobre 2013. Les versements devraient intervenir en décembre 2013. Les appels à cotisations seront établis sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014, à la suite du versement de ces subventions.

Pour mémoire, les montants prévisionnels de cotisations charte 2012 sont les suivants :

- CCPCP : 3 509 € (*la CCPCP a déjà versé sa cotisation prévisionnelle sur la charte 2012*)
- CCPC : 1 158 €
- CCDZ : 2 729 €
- Quimper communauté : 491 € (*attention : pas de participation envisagée*)
- **TOTAL = 7887 €**

## ▣ LA REGULARISATION DES MONTANTS DES COTISATIONS DES MEMBRES DE L'EPAB POUR LE SAGE 2012

Les membres de l'EPAB ont versé une cotisation pour les actions du SAGE en 2012.

La demande de versement des subventions pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2012 a été effectuée le 29 octobre 2013 auprès des partenaires financiers. Les versements devraient intervenir sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2014. Les trop-perçus de cotisations seront reversés aux membres, à la suite de ces versements de subventions.

Pour mémoire, les montants prévisionnels des trop-perçus SAGE 2012 sont les suivants :

- CCPCP : 3 038 €
- CCPC : 4 589 €
- CCDZ : 4 211 €
- Quimper communauté : 113 €
- Beuzec Cap Sizun : 385
- CCPC : 2 136 €
- St Nic : 228 €
- Plomodiern : 350 €
- Douarnenez : 2 411 €
- **TOTAL = 17 461 €**

Ces montants seront actualisés sur la base du réalisé 2012 et des montants des subventions versées.

## **4- PERSPECTIVES FINANCIERES ET ECONOMIQUES GENERALES POUR 2014**

### **4.1- La situation au niveau des partenaires financiers**

#### 4.1.1- L'agence de l'eau Loire-Bretagne

Etablissement public du ministère de l'écologie, l'agence de l'eau a pour mission d'apporter aux élus et aux usagers de l'eau, en collaboration avec les services de l'Etat, une vue d'ensemble des problèmes liés à la gestion de l'eau et les moyens financiers qui leur permettent d'entreprendre une politique cohérente pour :

- lutter contre les pollutions,
- gérer la ressource en eau,
- préserver les milieux aquatiques.

Ses objectifs prioritaires découlent du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, le Sdage. Ses modalités d'action sont définies par le comité de bassin Loire-Bretagne dans le cadre du programme d'intervention, aujourd'hui le 10e programme pour les années 2013 à 2018.

De 2013 à 2018, le 10e programme de l'agence de l'eau Loire-Bretagne va mobiliser 2,45 milliards d'euros pour soutenir les investissements et les programmes d'action nécessaires à la reconquête et la préservation de la qualité des eaux et des milieux aquatiques du bassin Loire-Bretagne.

Le dispositif d'aides financières sera plus incitatif sur les deux enjeux prioritaires pour l'eau en Loire-Bretagne : la lutte contre les pollutions diffuses et la restauration des milieux aquatiques.

Le contrat territorial est le principal outil d'intervention de l'agence. C'est lui qui permet la cohérence des actions sur un territoire donné et la sélection des opérations les plus efficaces.

Les aides pour l'animation des schémas d'aménagement et de gestion locale des eaux (Sage) sont renforcées. Elles devront contribuer à une plus grande compatibilité des Sage avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, le Sdage, et à mieux articuler Sage et contrats territoriaux.

Les modalités de financement du contrat territorial pour la baie de Douarnenez sont donc actées dans ce 10<sup>ème</sup> programme.

Pour mémoire, l'engagement financier de l'AELB établi dans l'article 7 du contrat territorial est le suivant :

*« Attribuer des aides financières en application de ses règles générales d'attribution et de versement des subventions et des modalités d'intervention en vigueur lors de l'instruction des demandes d'aide. Les engagements restent subordonnés à l'existence des moyens budgétaires nécessaires, mais bénéficient d'une priorité. L'engagement de l'agence ne vaut que si l'échéancier prévu est respecté. »*



#### 4.1.2- La Région Bretagne

L'engagement financier de la Région établi dans l'article 7 du contrat territorial est le suivant :

*« Intervenir selon les modalités financières de ses programmes votées annuellement. Sa participation reste subordonnée à l'ouverture des moyens financiers suffisants, correspondants aux budgets votés. »*

#### 4.1.3- Le conseil général du Finistère

L'engagement financier du conseil général du Finistère établi dans l'article 7 du contrat territorial est le suivant :

*« Intervenir selon les modalités financières de ses programmes votés annuellement. Sa participation reste subordonnée à l'ouverture des moyens financiers suffisants, correspondants aux budgets votés ».*

#### 4.1.4- L'Etat

L'engagement financier de l'Etat dans le cadre de la charte de territoire se fait sur des crédits issus du programme 162 d'interventions territoriales de l'Etat.

Pour tous, les modalités pratiques imposent que chacune des actions du contrat fasse l'objet d'une **décision annuelle** de participation financière des partenaires financiers. La demande doit être déposée avant tout engagement juridique tel que, par exemple, la signature d'un marché ou d'un bon de commande, ou le début d'exécution de l'opération.

### **4.2- La situation au niveau des structures membres de l'EPAB**

#### 4.2.1- Les EPCI

En cours, selon information disponible auprès de chaque structure

Communauté de communes du Pays de Châteaulin et du Porzay

Communauté de communes de la Presqu'île de Crozon (DOB le 19/12/2013)

Douarnenez communauté

Quimper communauté

#### 4.2.2- Les communes

En cours, selon information disponible auprès de chaque structure

Douarnenez

Pour les communes de moins de 3 500 habitants, il n'y a pas d'obligation de réaliser un DOB : Beuzec Cap Sizun, Saint Nic, Plomodiern.

Au niveau du budget assainissement de la commune de Beuzec Cap Sizun, il est envisagé de faire des travaux sur la station de lagunage pour environ 28 000 € HT (pose d'une clôture autour de la station et mise en place des débitmètres (canal ventury) d'entrée et de sortie de station). Il y aura également la pose de quelques nouveaux branchements d'assainissement collectif pour environ 5 000 € HT. Le coût de l'assainissement non collectif est variable en fonction des nouvelles constructions ou rénovation.

## 5- ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'EPAB POUR 2014

### 5.1- Le SAGE de la baie de Douarnenez

La CLE a ré-affirmé lors de sa dernière réunion la volonté d'avancer efficacement dans la réalisation des étapes de diagnostic – tendances et scénarios, ainsi que le choix de la stratégie, d'ici début 2015, en s'appuyant sur un bureau d'études.

La priorité d'ici la fin du mandat en cours est la finalisation du diagnostic du SAGE (fin février 2014). Suite à la consultation lancée par l'EPAB, le bureau d'études SCE a en charge cette réalisation. La réunion de lancement aura lieu avec le bureau de la CLE, le 10 décembre 2013. La mission devra s'adapter ensuite au calendrier électoral, pour les étapes des tendances et scénarios, ainsi que la stratégie en 2014.

L'année 2014 sera associée à une modification des membres de la CLE, du fait des élections municipales. Le nouvel arrêté préfectoral sera obtenu entre juin et septembre 2014.

Il est essentiel de définir une stratégie de communication, pour valoriser les travaux de la CLE et de l'EPAB. Il s'agit d'une attente forte de la part des financeurs.

#### Récapitulatif des principales actions envisagées pour le SAGE en 2014 :

NATURE	DETAIL	Prévi 2014	Observations	BP2013
<b>Animation générale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poste de la coordinatrice du SAGE (1 ETP)</li> <li>- Poste de responsable secrétariat/comptabilité/ressources humaines (0.50 ETP)</li> <li>- Frais de fonctionnement : à ajuster suite bilan 2013 pour BP</li> <li>- Indemnités des élus</li> </ul>	90 000 € + 14 400 € = 104 400 €	Frais de structure de l'EPAB inclus	87 010 € + 17 641 € = 104 651 €
<b>Etudes</b>	Elaboration du SAGE (marché SCE) TF : Diagnostic et scénario tendanciel = 47 093.70 € TC1 : Scénarios alternatifs = 35 664.72 € TC2 : Stratégie = 27 531.92 € Total marché = 110290.34 €	91 000 €	TF + TC1 + 30% de TC2  (report 2013)	120 000 €
	Inventaire ZH Camaret/Mer (finalisation de l'étude)	2885.35 €	Solde (report 2013)	30 000 €
	Approche socio-économique du CRESEB – frais stagiaires	2 620 €	Attente précisions du CRESEB	-
<b>Communication</b>	Actualisation du site internet Etablissement d'un plan de communication (stratégie, objectifs cibles et moyens à	20 000 €	Demande des financeurs de définir une vraie stratégie de	20 000 €



	développer) avec une entreprise de communication Diffusion de 2 bulletins SAGE (1 sur le diagnostic + 1 sur les scénarios)		communication	
<b>TOTAL</b>		<b>220 905.35</b>		<b>273 641.00</b>

Tableau 14 : programmation prévisionnelle SAGE 2014

**Programmation prévisionnelle SAGE 2014 : 220 905.35 euros, dont 85 643.77 euros de report 2013 (SAGE + étude zones humides)**

**Solde à charge : 20%, sauf sur 14 400 euros à 100 %**

**Divers :**

- Communication : il est ciblé la réalisation d'une prestation par une agence de communication pour définir la stratégie et le plan de communication pour le SAGE et l'EPAB. Le budget global de communication pour 2014 serait de 30 000 euros.

## 5.2- La charte de territoire

Après 2013, année de lancement des actions de la charte de territoire, l'année 2014 devra être en régime de croisière pour la réalisation des actions, avec un engagement de tous les acteurs du territoire pour avancer sur l'atteinte des objectifs 2015.

La charte est décomposée en 4 volets d'actions (agricole, milieux naturels, espaces publics et privés non agricoles, transversal).

Les principales actions envisagées pour la charte de territoire en 2014 sont :

▣ **Volet agricole :**

**NOUVEAU 2014 :**

Développement du RAL en lien avec le volet milieux naturels

NATURE	DETAIL	Prévi 2014	Observations	BP 2013
<b>Animation agricole</b>	0.50 ETP du poste coordinateur pôle prévention et frais de fonctionnement	25 000	-	25 000
<b>Communication agricole</b>	5 fiches techniques * 300 €	5800	Envois agris, prescripteurs et financeurs	20 000
	2 bulletins agris			
	1 livret de formation			
<b>Actions collectives agricoles</b>	Animations : sol, herbe, ferti, AB, porcs ; groupes techniques ; formations – démonstrations	32 400		30 000
<b>Référentiel agronomique local</b>	RAL 1 : Suivi d'une zone agricole test (petit bassin versant) et autres références	14 600		10 500
	RAL 2 : Suivi de la gestion de zones humides existantes	8 500	<b>NOUVEAU</b>	0

	exploitées			
	RAL 3 : Suivi des zones humides non fonctionnelles réhabilitées : 5 sites	13 200	<b>NOUVEAU</b>	0
<b>Evolution de systèmes / valorisation économique</b>	Réalisation de l'étude sur le potentiel pour la valorisation des produits biologiques	24 996	Report 2013 Ajustement selon choix prestataire	30 000
<b>Foncier</b>	Réalisation de l'étude sur la stratégie foncière	40 000	Report 2013	40 000
	Veille foncière et animation en régie (0.10 ETP)	9120		13 920
	Création réserve foncière (100 ha)	0	A définir en cours d'année 2014	
<b>TOTAL</b>		<b>173 616</b>		<b>169 420</b>

Tableau 15 : programmation prévisionnelle volet agricole - CHARTE 2014

**Programmation prévisionnelle volet agricole CHARTE 2014 : 173 366 euros, dont 64 996 euros de report 2013 (études)**  
**Solde à charge de 20 %**

**A noter :**

- Les principales évolutions concernent le référentiel agronomique local, pour lequel deux nouveaux RAL sont inscrits, suite au besoin constaté dans le cadre du volet milieux naturels. Le financement reste à discuter avec les partenaires.
- Pour les actions collectives agricoles, une montée en puissance en 2014 est visée.
- Finalisation des études programmées en 2013.

**☐ Volet milieux naturels**

**NOUVEAU 2014 :**

Embauche d'un technicien milieux naturels à temps plein, à partir du 2<sup>ème</sup> semestre (appui au coordinateur), poste prévu dans le contrat territorial 2012-2015, sur 2 ans

NATURE	DETAIL	Prévi 2014	Observations	BP2013
<b>Volet milieux aquatiques zones humides</b>	<b>ANIMATION</b>			
	Animation : 1 ETP du poste coordinateur pôle milieux naturels avec des frais de fonctionnement	62 200		56 000
	Communication (docs de comm ciblés ZH (agris) : 2/an)	1500		3000
	Animation : 50% d'un ETP sur 1 semestre (partage 50% VMACE) avec des frais de fonctionnement	11 250	<b>NOUVEAU : à valider</b>	0
	<b>TRAVAUX</b>			
	Travaux réhabilitation des ZH non fonctionnelles - Report 2013 : 50 ha	76 600		76 600



	- <b>Prévision 2014 : 100 ha (objectif charte 2015 : 500 ha)</b>	250 000		
	Frais publication marché	1000		0
	Frais de suivi de réalisation de travaux	5000		0
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>407 550</b>		<b>135 600</b>
<b>Volet milieux aquatiques cours d'eau</b>	Travaux restauration de la ripisylves : - <b>Report 2013 : 10 kms</b> - <b>Prévision 2014 : 10 kms (objectif charte 2015 : 35 kms)</b>	<b>25 143</b> 25 000		25 143
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>50 143</b>		<b>25 143</b>
<b>Breizh bocage</b>	<b>ANIMATION</b>			
	<b>VOLET 2.1- Kerharo - Trezmalaouen - Kerscampen / VOLET 2.2- Stalas / VOLET 3.1- travaux suite volets 2.1 et 2.2-</b>			
	Animation : 1 ETP du poste de technicien bocage, avec frais de fonctionnement	35 000		36 690
	<b>VOLET 3.1- (travaux)</b>			
	<b>Lot 1 : ensemencement des talus</b> <b>Lot 2 : plantations</b> <b>Lot 3 : entretien</b>	<b>9 180</b> <b>33 100</b> 25 900 <b>= 68 180 €</b>		215 280
	<b>VOLET 3.2- travaux nouveaux projets</b>			
	<b>Base de 10 kms, réalisation à partir de l'automne</b>	<b>48 000</b>	<b>Dépenses uniquement sur 2014 : lancement du volet 3.2</b>	<b>0</b>
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>151 180</b>		<b>251 970</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>608 873</b>		<b>412 713</b>

Tableau 16 : programmation prévisionnelle volets milieux naturels - CHARTE 2014

**Programmation prévisionnelle volet milieux naturels CHARTE 2014 : 608 873 €, dont 144 023 € de report 2013 en travaux ZH + CE + Breizh bocage**

- Breizh bocage : 151 180 euros, solde à charge prévisionnel : 10 % sur le HT
- VMACE : 50 143 euros, solde à charge prévisionnel : 20 % sur TTC
- VMAZH : 407 550 euros, solde à charge prévisionnel : 20 % sur TTC

**A noter :**

- Intérêt d'embaucher un technicien milieux naturels, pour appuyer Olivier Robin, lorsque les travaux ZH et CE seront bien lancés sur le terrain, pour permettre un bon suivi et l'atteinte des objectifs de réhabilitation de la charte.
- Intérêt de lancer un volet 3-2 pour la réalisation de nouveaux travaux breizh bocage à l'automne 2014, pour répondre aux sollicitations des agriculteurs locaux.
- Proposition d'un nouveau contrat d'emploi à Sébastien Leloup en 2014, car son contrat actuel arrive à terme en mars 2014, sur la base des durées de validité des conventions de subventions des volets 2 et 3 en cours.

☐ **Volets espaces publics et privés non agricoles :**

Actions à charges des communes et/ou EPCI compétentes, ainsi que des particuliers sur l'assainissement non collectif.

**L'EPAB réalisera les plans de fumure communaux (prestataire) pour 25 000 € (report 2013).**

Tableaux de bords renseignés par le coordinateur pôle prévention + animation étude.

- 2014 : 25 000 €, solde à charge prévisionnel 7500 €, soit 30%

☐ **Volet transversal :**

NATURE	DETAIL	Prévi 2014	Observations	BP2013
<b>Suivi de la qualité de l'eau</b>	<b>Animation</b>			
	0.75 ETP du poste technicien eau + frais de fonctionnement	32 625		34 050
	<b>Analyses</b>			
	Frais analyses eaux de surface et souterraines + fonctionnement stations de jaugeage	19 000		22 740
	Frais analyses RAL 2	1 500		0
	Frais analyses RAL 3	1 800		0
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>54 925</b>		<b>56 790</b>
<b>Communication</b>	2 bulletins ciblés sur les actions de la charte	<b>4 200</b>		<b>20 000</b>
<b>Animation générale charte</b>	0.30 ETP poste coordinateur pollutions diffuses	35 000		35 000
	0.50 ETP poste secrétariat/comptabilité			
	Frais de fonctionnement			
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>35 000</b>		<b>35 000</b>
<b>TOTAL</b>		<b>94 125</b>		<b>111 790</b>

Tableau 17 : programmation prévisionnelle volet transversal – CHARTE 2014

**Programmation prévisionnelle volet transversal CHARTE 2014 : 94 125 €**

*solde à charge prévisionnel : 20 %*

**A noter :**

Sur la base d'une enveloppe totale de 30 000 euros de communication SAGE + charte, le prévisionnel sur la charte de territoire est diminué de 10 000 à 4 200 €

(20 000 € SAGE + 5 800 € communication agricole + 4 200 € charte = 30 000 €)



### 5.3- Les actions particulières liées à l'eau : volet phytosanitaires, volet milieux aquatiques cours d'eau et zones humides (hors charte)

NATURE	DETAIL	Prévi 2014	Observations	BP2013
<b>Volet phytosanitaires non agricoles</b>	réalisation des <b>études plan de désherbage</b> dans les communes volontaires + expertise dans les communes déjà dotées (charte), par un prestataire	39 500	Report 2013	39 500
	<b>animation de la charte « jardiner au naturel »</b>	6 200		4 500
	suivi de la qualité de l'eau sur les phytosanitaires : - 0.25 ETP technicien eau - coûts analyses d'eau par laboratoire agréé : <u>à ajuster début 2014</u>	38 850	Coûts analyses à confirmer selon le choix molécules	31 387
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>84 550</b>		<b>75 387</b>
<b>Volet phytosanitaires agricoles</b>	<b>Démonstrations et animation :</b> - 0.10 ETP coordinateur pollutions diffuses - prestataires CUMA, ETA, ...	<b>10 500</b>	-	<b>10 222</b>
<b>Volet milieux aquatiques zones humides</b>	Etude pour le <b>suivi ornithologique</b> sur le marais de Kervigen et Ty Anquer, Grumpy nature	<b>0 à la place de 2500</b>	CG29 devient maître d'ouvrage	<b>1502</b>
	Etude FMA-université	?	A définir	-
<b>Volet milieux aquatiques cours d'eau</b>	<b>Travaux morphologie (Kerharo et Ty Anquer)</b>	34 800		0
	<b>Travaux bactériologie (pose abreuvoirs)</b>	17 450	Attente sur le Ris pour ville de Dz	0
	<b>Animation : 50% d'un ETP sur 1 semestre (partage 50% VMAZH) avec des frais de fonctionnement</b>	11 250	<b>NOUVEAU (prévu dans CT)</b>	0
	<b>DIG continuité</b>	15 000	<b>NOUVEAU</b>	0
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>78 500</b>		<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>173 550</b>		<b>87 111</b>

Tableau 18 : programmation prévisionnelle ACTIONS PARTICULIERES 2014

#### A noter :

#### Volet milieux aquatiques cours d'eau

La DIG sur la continuité des cours d'eau n'a pas pu s'intégrer dans la DIG 2013, du fait que les services de l'Etat demandaient une caractérisation précise des travaux, avec l'accord du propriétaire, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Pour mémoire, sur les travaux continuité, le prévisionnel initial était le suivant :

*50 % des travaux de priorité 1 pour restaurer la continuité des 8 cours d'eau (Pentrez, Lestrevet, Kerharo, Ty Anquer, Lapic, Ris, Stalas, Kergaoulédan) pour 159 500 €.*

➔ Il est proposé de cibler uniquement le cours d'eau du Laptic, à la place des 8 initialement prévus. Le Laptic est en effet le seul cours d'eau classé en liste 2 par rapport à la continuité et demande donc une attention première. Moins de 10 ouvrages sont concernés sur le Laptic. Une réflexion sera portée sur la prise en compte des principaux affluents.

#### Suivi ornithologique des marais

La réalisation de l'étude ornithologique sur les marais de Kervigen et Ty Anquer sera prise en charge totalement sous la maîtrise d'ouvrage du département du Finistère, dans le cadre du service espaces naturels, tout en continuant d'associer l'EPAB en tant que partenaire technique de l'action.

**Programmation prévisionnelle actions particulières liées à l'eau 2014 : 173 550 €, solde à charge de 20 %, sauf pour l'étude plan de désherbage à 25 %**

### 5.4- Prévisionnel des dépenses de la programmation 2014

	Total € TTC	PM : total BP 2013
<b>SAGE</b>	<b>220 905</b>	<b>273 641</b>
<b>CHARTRE DE TERRITOIRE</b>	<b>901 364</b>	<b>718 923</b>
1- Volet agricole	173 366	169 420
2- Volet milieux naturels	608 873	412 713
3- Volet espaces publics et privés	25 000	25 000
4- Volet transversal	94 125	111 790
<b>ACTIONS PARTICULIERES LIEES A L'EAU</b>	<b>173 550</b>	<b>87 111</b>
1- Le volet phytosanitaire	95050	85 609
2- Le VMA cours d'eau	78 500	0
3- Le VMA zones humides	0	1502
<b>TOTAL</b>	<b>1 295 819</b>	<b>1 079 675</b>

Tableau 19 : prévisionnel de la programmation 2014, tous programmes confondus

Le budget de l'EPAB évolue de 20 % en 2014, avec le développement des actions opérationnelles de la charte de territoire et des actions particulières, en lien avec les travaux sur les milieux naturels zones humides et cours d'eau,

Le montant de la programmation inclus des dépenses d'études et de travaux, qui auraient dû être réalisés en 2013, si toutes les conditions de réalisations avaient été réunies. Ces montants, qui s'élèvent à 291 883 euros, s'ajoutent aux nouvelles actions et aux dépenses de fonctionnement 2014.

L'année 2014 est une année de plein régime et de montée en puissance par rapport à 2013, dans laquelle les membres de l'EPAB doivent s'investir financièrement, en respect des engagements pris lors de la signature de la charte de territoire notamment.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
029-200030864-20131218-DEL126CS181213A-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2013  
Publication : 23/12/2013

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation

